

VENTE

SUR SAISIE IMMOBILIERE

**Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal Judiciaire,
Département du Puy de Dôme**

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

**Le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire,
Département du Puy de Dôme, a tranché en l'audience
publique du**

La sentence d'adjudication suivante :

CAHIER DES CONDITIONS DE LA VENTE Clauses et Conditions
--

**Auxquelles seront adjugés, à l'audience de vente du Juge
de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire, au plus offrant
des enchérisseurs, les biens et droits immobiliers suivants :**

*Sur la commune d'ISSOIRE (Puy-de-Dôme) – 7 rue des
Capucins, cadastré section AD n°529 d'une contenance
de 45ca*

*Une **maison d'habitation** comprenant :*

- Au rez-de-chaussée/1^{er} niveau : cuisine, salon, salle
d'eau avec WC, cellier*
- Au 2^{ème} niveau : deux pièces*
- Au troisième niveau : deux chambres*
- Au quatrième niveau : grenier*

PROCEDURE

La présente procédure de saisie immobilière et de

distribution du prix est poursuivie

A l'encontre de

Aux requêtes, poursuites et diligences de

La **BNP PARIBAS**, Société Anonyme à conseil d'administration au capital de 2 468 663 292,00 € inscrits au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 662 042 449, dont le siège social est 16, Boulevard des Italiens 75009 Paris, représentée par son Directeur Général domicilié ès qualité audit siège.

Ayant pour Avocat Maître Laurence DE ROCQUIGNY, avocat associé de la SCP COLLET DE ROCQUIGNY CHANTELOT BRODIEZ GOURDOU, Avocat au Barreau de CLERMONT-FERRAND, y demeurant 126 rue Armand Fallières, lequel se constitue sur la présente poursuite de vente.

Et ayant pour avocat plaident Maître Frédéric ALLEAUME, Avocat associé de la SCP AXIOJURIS - LEXIENS, Avocat au Barreau de LYON, y demeurant Le Britannia A, 20 boulevard Eugène Deruelle à 69003 LYON, tél : 04 37 48 80 80, Toque 786.

Suivant commandement du ministère de Maître Mathilde BALANA de la SARL BRACONNIER BALANA, Commissaire de justice à ISSOIRE, y demeurant 7 place Chancelier Duprat, en date du 27 février 2025.

En vertu et pour l'exécution de :

1°) La copie en due forme exécutoire d'un acte reçu le 1^{er} décembre 2005 par Maître Christian CHAMPEIX, Notaire à ST GERMAIN-LEMBRON (Puy de Dôme), contenant notamment :

- **PRET** par la BNP PARIBAS à d'un montant de 56 750,00 € remboursable en 300 échéances mensuelles d'amortissement, les 60 premières

de 260,00 € assurance comprise, les 156 suivantes de 370,00 € assurance comprise, les 48 suivantes de 197,20 € assurance comprise et les 36 dernières de 323,22 € assurance comprise, l'ensemble au taux mensuel de 0.337% et taux effectif global de 4.6556% l'an.

- **PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS** consenti par _____ au profit de la BNP PARIBAS sur les biens et droits immobiliers présentement saisis, enregistré auprès du service de la conservation des hypothèques du Puy de Dôme le 20 janvier 2006, volume 6304P31 2006 V n°58.

2°) une ordonnance rendue sur requête par le Président du Tribunal de Grande Instance de Clermont-Ferrand le 8 mars 2012 conférant force exécutoire au plan transactionnel et de rééchelonnement amiable du 25 janvier 2011 entre la BNP PARIBAS et

aux termes duquel la créance de la première a été reconnue par la seconde à concurrence de la somme de 54 953,40 € au titre du prêt de 56 750,00 € susvisé outre les intérêts au taux de 4,05 % à compter du 25 janvier 2011 devant être remboursé par versements successifs de 500,00 € dont s'agissant du présent concours 239 versements de 334,46 € et un dernier de 323,26 € le 4 de chaque mois à compter du 4 février 2011, **dont itérative signification a été assurée par exploit en date du 24 janvier 2025.**

Pour avoir paiement de la somme de :

Sommes dues à la déchéance du terme	
le 16.11.2011.....	56 476,46 €
- Échéances impayées du plan du 04.03	
au 04.11.2011 (9 *334,46 €).....	3 010,14 €
- Capital restant dû au 04.11.2011.....	53 439,39 €
Intérêts au taux de 4,05% du 17.11.2011	
au 29.01.2025.....	30 229,89 €
Règlements partiels du 19.10.2012 au 14.11.2024... -	<u>20 540,13 €</u>
TOTAL DU AU 29.01.2025.....	66 166,22 €
Outres intérêts postérieurs au taux de 4,05% sur 56 476,46 €	

Le coût du commandement et tous frais conséquents faits ou à faire, susceptibles d'être avancés par le créancier pour le recouvrement de sa créance et la conservation de son gage et sous réserve et sans préjudice de tous autres dus, droits et actions, des intérêts sur intérêts en cours, de tous autres frais et légitimes accessoires, offrant de tous détail et liquidation en cas de règlement immédiat et en tenant compte de tous acomptes qui auraient pu être versés.

Ce commandement de payer valant saisie contient les copies et énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, c'est-à-dire :

- 1) La constitution de Maître Laurence DE ROCQUIGNY, avocat associé de la SCP COLLETDE ROCQUIGNY CHANTELOT BRODIEZ GOURDOU, Avocat au Barreau de CLERMONT-FERRAND, y demeurant 126 rue Armand Fallières, pour la BNP PARIBAS avec élection de domicile en son cabinet.
- 2) L'indication de la date et de la nature du titre exécutoire en vertu duquel le commandement est délivré ;
- 3) Le décompte des sommes réclamées en principal, frais et intérêts échus, ainsi que l'indication du taux des intérêts moratoires ;
- 4) L'avertissement que le débiteur doit payer lesdites sommes dans un délai de huit jours, qu'à défaut de paiement, la procédure à fin de vente de l'immeuble se poursuivra et qu'à cet effet, le débiteur sera assigné à comparaître à une audience du Juge de l'Exécution pour voir statuer sur les modalités de la procédure ;
- 5) La désignation de chacun des biens ou droits sur lesquels porte la saisie immobilière, telle qu'exigée par les règles de la publicité foncière, ainsi qu'une copie de la matrice cadastrale.
- 6) L'indication que le commandement vaut saisie de l'immeuble et que le bien est indisponible à l'égard du débiteur à compter de la signification de l'acte et à l'égard des tiers à compter de la publication de celui-ci auprès du service de la publicité foncière du Puy de Dôme;
- 7) L'indication que le commandement vaut saisie des fruits et que le débiteur en est séquestre ;
- 8) L'indication que le débiteur garde la possibilité de rechercher un acquéreur de l'immeuble saisi pour procéder à sa vente amiable ou de donner mandat à cet effet et la mention que cette vente ne pourra néanmoins être conclue qu'après autorisation du Juge de l'Exécution ;
- 9) La sommation, lorsque le bien fait l'objet d'un bail,

d'avoir à indiquer au commissaire de justice les nom, prénom et adresse du preneur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social ;

- 10) L'indication qu'un commissaire de justice pourra pénétrer dans les lieux afin de dresser un procès-verbal de description de l'immeuble ;
- 11) L'indication que le juge de l'exécution territorialement compétent pour connaître de la procédure de saisie et des contestations et demandes incidentes y afférentes est celui du Tribunal Judiciaire siégeant 16 place de l'Etoile 63000 CLERMONT-FERRAND (France) ;
- 12) L'indication que le débiteur qui en fait préalablement la demande peut bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle s'il remplit les conditions de ressources prévues par la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et du décret n° 2020-1717 du 28 décembre 2020 portant application de cette loi.;
- 13) L'indication, si le débiteur est une personne physique, que s'il s'estime en situation de surendettement, il a la faculté de saisir la commission de surendettement des particuliers instituée par l'article L. 712-1 du code de la consommation.
- 14) Si le créancier saisissant agit en vertu d'une transmission, à quelque titre que ce soit, de la créance contenue dans le titre exécutoire fondant les poursuites, le commandement vise en outre l'acte de transmission à moins que le débiteur n'en ait été régulièrement avisé au préalable.

Ce commandement, n'ayant pas reçu satisfaction, a été publié pour valoir saisie auprès du service de la publicité foncière du Puy de Dôme le 16 avril 2025, Volume 6304P01 2025 Sn°12.

Le service de la publicité foncière du Puy de Dôme a délivré le 06 décembre 2024 un état hypothécaire hors formalité et le 17 avril 2025, l'état hypothécaire certifié à la date de publication du commandement de payer valant saisie, tous deux ci-annexés.

(Cf États hypothécaires hors et sur formalité ci-annexés)

De même et par exploit en date du 02 juin 2025 délivré par la SARL BRACONNIER PIERRE et BALANA MATHILDE, Commissaires de Justice à ISSOIRE, y demeurant 7 place Chancelier Duprat, a fait délivrer à assignation à comparaître à l'audience d'orientation de Monsieur le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de CLERMONT-FERRAND pour le 11 juillet 2025 à 9 heures, Salle GERGOVIE.

(Cf assignation ci-annexée)

L'adjudication aura lieu en un lot pardessus la mise à prix ci-après indiquée :

**20 000,00 €
VINGT MILLE EUROS**

offerte par le poursuivant, outre les clauses et conditions du présent cahier des charges.

CLAUSES ET CONDITIONS SPECIALES

A - DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS A VENDRE

En conséquence, il sera procédé à la vente aux enchères publiques à l'audience des ventes du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire en UN LOT, des biens et droits immobiliers qui sont désignés comme suit au commandement sus indiqué :

Sur la commune d'ISSOIRE (Puy-de-Dôme) – 7 rue des Capucins, cadastré section AD n°529 pour 45ca Une maison d'habitation comprenant : - Au rez-de-chaussée : cuisine, salon, salle de bains, wc - Au premier étage : deux chambres - Au deuxième étage : deux chambres - Au troisième étage : grenier

Et tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par

destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.

Selon acte en date du 03 avril 2025, Maître Mathilde BALANA, Commissaire de justice à ISSOIRE, y demeurant 7 place du Chancelier Duprat, a procédé à un procès-verbal descriptif des biens et droits immobiliers mis en vente ci-après annexé.

(Cf. PV Descriptif ci-annexé)

La copie de la matrice cadastrale et du plan cadastral délivrés par le Centre des Impôts Foncier du Puy de Dôme sont joints au présent cahier des conditions de la vente.

(Cf. extraits cadastraux ci-annexés)

B - RENSEIGNEMENTS SUR LA DATE D'ACHEVEMENT DES IMMEUBLES RECEMMENT CONSTRUITS (C.G.I. ANN. II, ART. 258)

Plus de 5 ans.

C - ORIGINES DE PROPRIETE

Immédiate

Les biens et droits immobiliers présentement saisis appartiennent à _____ pour les avoir acquis de (02.06.1957), selon acte reçu de Maître Christian CHAMPEIX, Notaire à ST GERMAIN LEMBRON, le 1^{er} décembre 2005, publié au service de la publicité foncière du Puy de Dôme le 20 janvier 2006, Volume 6304P31 20061 P n°234.

Antérieure

Tel qu'il résulte de l'acte reçu par Maître Christian CHAMPEIX, Notaire à ST GERMAIN LEMBRON, le 1^{er} décembre 2005 et ci-après littéralement retranscrit :

« Le bien immobilier objet des présentes appartient à
susnommée, par suite de l'acquisition faite de :
, sans profession, divorcé de
, demeurant à Issoire, 7 rue des Capucins,
Né à Ambert le 8 Août 1957.
Suivant acte reçu par Maître CHEVALIER, notaire associé à
Issoire (Puy-de-Dôme), le 21 Octobre 2004,
Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de QUARANTE
CINQ MILLE SEPT CENT TRENTE-CINQ EUROS
(45.735,00 €)
Cette somme a été payée comptant et quittancée dans l'acte.
Une expédition de cet acte a été publiée au bureau des
hypothèques de Issoire le 10 Novembre 2004 volume 2004P n
3583.
L'état délivré sur cette publication n'a pas été représenté au
notaire soussigné. »

Plus antérieure

Tel qu'il résulte de l'acte reçu par Maître Christian
CHAMPEIX, Notaire à ST GERMAIN LEMBRON, le 1^{er}
décembre 2005 et ci-après littéralement retranscrit :

« Du chef de

Originellement, ledit bien appartenait en propre à
, susnommé, par suite de l'acquisition qu'il en a faite
de:

1°) , retraitée, célibataire,
demeurant à Issoire rue Berbiziale.
Née à Aulnat le 10 Juillet 1932.

2°) , retraité, époux de
, demeurant à
Issoire 25 rue Jean Baptiste Murator.
Né à Issoire le 07 novembre 1936.

3°) , retraité, époux de
, demeurant à
Clermont Ferrand, 44, Allée de la Source.
Né à Issoire le 27 février 1938.

4°) , retraité, époux de
, demeurant à Issoire
13 rue Paul Bard.
Né à Issoire le 13 juillet 1939.

5°) , retraité, célibataire,
demeurant à Issoire, 41 avenue Kennedy.
Né à Issoire le 03 février 1941.

6°) , aide-soignant, époux de
, demeurant à
Clermont-Ferrand, 54 rue Montalembert.
Né à Issoire le 10 juillet 1943.

7°) , agent spécialisé,

épouse de _____, demeurant à Aubière,
12 rue Pasteur.

Née à Issoire le 02 juin 1947.

8°) _____, sans
profession, épouse de _____,

demeurant à Brenat "Les Clos".

Née à Issoire le 28 octobre 1948.

9°) _____, bouchère, épouse
de _____, demeurant à Issoire 4

rue Jean Delorme.

Née à Issoire, le 27 Janvier 1952.

10°) _____, femme de
ménage, épouse de _____,

demeurant à Aubière, 13 rue de la République.

Née à Issoire le 9 Mars 1953.

11°) _____, sans profession,
divorcée de _____,

demeurant à Cahors, 58 rue Sainte Berthélémy.

Née à Issoire le 30 avril 1959.

12°) _____, époux de
_____, demeurant à Issoire 20 Boulevard

Pasteur.

Né à Issoire le 28 juin 1960,

13°) _____, magasinier, époux
de _____, demeurant à Cusset

19 rue des Peupliers.

Né à Issoire le 13 avril 1965.

14°) _____,
divorcé de _____,

demeurant à Clermont-Ferrand,
35 rue des Liondards.

Né à Issoire le 11 septembre 1961.

15°) _____,
épouse de _____,

demeurant à Cournon d'Auvergne, 1 rue Voltaire.

Née à Clermont-Ferrand le 11 octobre 1962.

16°) _____, demeurant à
Vertaizon, 47 avenue Léon BLUM, époux de

Né à Clermont Ferrand le 22 Mai 1965.

17°) _____, célibataire,
demeurant à Gannat, rue des Cavillons.

Née à Clennont Ferrand le 10 février 1970.

18°) _____, célibataire, demeurant à
Clermont Ferrand, 21 rue Albert Mallet, Appartement 85.

Né à Clermont Ferrand le 21 juillet 1979.

Aux termes d'un acte dressé par Maître CHEVALIER, notaire
associé à ISSOIRE, le 13 mai 2003,

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de 22.933,21 e,
payé comptant et quittancé dans l'acte.

Une expédition dudit acte a été publiée à la conservation des

hypothèques d'Issoire, le 6 juin 2003, volume 2003P, numéro 1630.

Du chef de

Antérieurement ledit bien appartenait à

, son épouse, décédés comme indiqué ci-après, et dépendait de la communauté existante entre eux au moyen de l'acquisition faite de:

- épouse de , aux termes d'un

acte reçu par Maître

BIGOT, notaire à Issoire, le 3 Novembre 1934, transcrit au bureau des hypothèques d'Issoire le 28 Novembre 1934, volume 303, numéro 31,

- et de

, son épouse, aux termes d'un acte reçu par Maître BIGOT, notaire susnommé, les 7 et 11 Septembre 1945, transcrit au bureau des hypothèques d'Issoire, le 8 Février 1946, volume 496, numéro 13.

Décès de

, en son vivant ouvrier d'usine, époux de

Né à Issoire le 11 Avril 1912, est décédé à Issoire le 14 Mars 1965,

Ayant laissé :

, son épouse survivante,

Comme commune légalement en biens à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie d'Issoire le 10 Septembre 1932,

Et comme ayant droit en vertu de l'article 767 du Code Civil à l'usufruit du quart des biens composant sa succession,

Et pour seuls héritiers, ses douze enfants issus de son union avec son épouse survivante :

1°) , susnommée,

2°) , divorcé de , demeurant à Issoire, 33 avenue de la

Libération, décédé comme indiqué ci-après,

3°) , décédé comme indiqué ci-après,

4°) ,

5°) ,

6°) ,

7°)

8°) ,

9°)

10°)

11°) ,

12°) ,

Tous susnommés,

Conjointement entre eux pour le tout ou divisément chacun pour 1/12 chacun.

Lesdites qualités sont constatées dans un acte de notoriété dressé par Maître LACOSTE, notaire à Issoire, le 13 avril 1965,

Une attestation notariée après ledit décès a été dressée par Maître LACOSTE, notaire à Issoire, le 3 Novembre 1976, publiée au bureau des hypothèques d'Issoire le 15 Décembre 1976, volume 1851, numéro 5.

Décès de

*, en son vivant
retraîtée, veuve de , demeurant à
Issoire, 7 rue des Capucins,
Née à Le Broc le 13 Août 1913,
Est décédée à Issoire le 25 Avril 2000,*

Ayant laissé:

- 1°) ,*
- 2°) , décédé comme indiqué ci-après,*
- 3°)*
- 4°) ,*
- 5°) ,*
- 6°) ,*
- 7°)*
- 8°)*
- 9°) ,*
- 10°) ,*
- 11°)*

Tous susnommés, ses onze enfants issus de son union avec son époux prédécédé, héritiers ensemble pour 11/12èmes ou divisément chacun pour 1/12 emes ou encore chacun des biens composant sa succession,

12°)

13°)

14°)

Tous susnommés, ses trois petits-enfants, venant par représentation de leur père,

autre enfant du défunt, décédé le 24 Décembre 1982,

Héritiers ensemble pour 3/36ème ou chacun divisément pour des biens composant sa succession.

Lesdites qualités sont constatées dans un acte de notoriété dressé par Maître CHEVALIER, notaire associé à Issoire, le 25 Août 2001,

Une attestation immobilière de propriété après ledit décès a été dressée par Maître CHEVALIER, notaire associé soussigné, le 25 Août 2001, publiée au bureau des hypothèques d'Issoire, le 21 septembre 2001, volume 2001 P, numéro 2957,

Décès de

*, en son vivant,
retraité, divorcé de
Cournon d'Auvergne, 1 rue Pablo Néruda, appartement 402,
Né à Issoire le 9 Août 1935, est décédé à Clermont Ferrand le
21 Décembre 2000,*

Ayant laissé

1°)

2°)

3°)

4°)

5°)

*Tous susnommés, ses cinq enfants issus de son union avec
, héritiers ensemble pour le tout ou divisément
chacun pour 1/5ème des biens composant sa succession.*

*Lesdites qualités sont constatées dans un acte de notoriété
dressée par Maître CHEVALIER, notaire associé soussigné, le
25 Août 2001.*

*Une attestation immobilière de propriété après ledit décès a
été dressée par Maître CHEVALIER, notaire associé
soussigné, le 25 Août 2001, publiée au bureau des hypothèques
d'Issoire le 21 septembre 2001, volume 2001P numéro 2958*

Décès de

*, en son vivant, ouvrier
d'Etat, divorcé de
demeurant à Issoire, rue des Capucins,
Né à Issoire le 19 mai 1934, est décédé à Issoire le 24
Décembre 1982,*

Ayant laissé:

1°)

2°)

3°)

Tous susnommés, ses trois enfants issus de son union avec

*Héritiers ensemble pour le tout ou divisément chacun pour 1/3
des biens composant sa succession.*

*Une attestation de propriété immobilière de propriété après
ledit décès a été dressée par Maître CHEVALIER, notaire
associé susnommé, le 13 Mai 2003, publiée au bureau des
hypothèques d'Issoire le 6 Juin 2003 volume 2003P n°1629. »*

D - SYNDIC

Sans objet.

E - RENSEIGNEMENTS D'URBANISME

Les renseignements d'urbanisme feront l'objet d'un dire ultérieur.

F- SERVITUDES

Néant.

G - SUPERFICIE

La superficie fera l'objet d'un dire ultérieur

H - DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE UNIQUE

Conformément à l'article L 271-4-1 du titre 7 du livre II du code de la construction et de l'habitation, il est annexé au présent cahier des conditions de la vente, le dossier de diagnostic technique.

(Cf. dossier de diagnostic technique ci-annexé)

I - OCCUPATION

Les biens mis en vente sont occupés par le propriétaire.

J - DROITS DE PREEMPTION OU DROITS DE SUBSTITUTION

Précisions à rappeler le cas échéant par le rédacteur du cahier des conditions de la vente si nécessaire.

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- S.A.F.E.R.- Locataires fermiers- Locataires dans immeuble en copropriété- Zones à périmètre sensible- Z.I.F.- Etc..... |
|---|

Selon la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 :

Article 108 :

Le titre 1°/ du livre 6 du Code de la Construction et de

l'Habitation est complétée par un chapitre 6 ainsi rédigé :

Dispositions applicables en matière de saisie-immobilière du logement principal.

Article L 616 :

En cas de vente sur saisie-immobilière d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble constituant la résidence principale d'une personne qui remplit les conditions de ressources pour l'attribution d'un logement à loyer modéré, il est institué au bénéfice de la commune un droit de préemption destiné à assurer le maintien dans les lieux du saisi.

Ce droit de préemption est exercé suivant les modalités prévues par le Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption urbain.

En cas de vente par adjudication, lorsque cette procédure est rendue obligatoire de par la loi ou le règlement, la commune peut déléguer ce droit dans les conditions définies à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme à un Office Public d'Habitation à Loyer Modéré ou Office Public d'Aménagement et de Construction.

Toutes les indications qui précèdent ont été réunies par l'Avocat poursuivant, à l'aide de renseignements qu'il a pu se procurer, de notes ou documents desquels ils ont été puisés.

En conséquence, il ne pourra être recherché à l'occasion d'erreurs, inexactitudes ou omissions, qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.

Il appartiendra à l'adjudicataire comme subrogé aux droits du vendeur de se procurer lui-même tous titres établissant la propriété du lot immobilier mis en vente ainsi que de vérifier tous autres éléments.

CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

Annexe créée par DCN n°2008-002, AG du CNB du 12-12-2008 - Modifiée lors de l'AG du CNB des 14 et 15-09-2012, Modifiée par l'AG du CNB des 16 et 17-11-2018, DCN n° 2018-002, Publiée au JO par Décision du 13 février 2019 – JO du 7 mars 2019

Chapitre I^{er} : Dispositions générales

Article 1er – Cadre juridique

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

Article 2 – Modalités de la vente

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

Article 3 – État de l'immeuble

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistence ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

Article 4 – Baux, locations et autres conventions

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

Article 5 – Prémption et droits assimilés

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

Article 6 – Assurances et abonnements divers

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés

à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

Article 7 – Servitudes

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

Chapitre II : Enchères

Article 8 – Réception des enchères

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

Article 9 – Garantie à fournir par l'acquéreur

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayants droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

Article 10 – Surenchère

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le tribunal judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

Article 11 – Réitération des enchères

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

Chapitre III : Vente

Article 12 – Transmission de propriété

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

Article 13 – Désignation du séquestre

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

Article 14 – Vente amiable sur autorisation judiciaire

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du Code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du Code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

Article 15 – Vente forcée

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du Code civil.

Article 16 – Paiement des frais de poursuites et des émoluments

Conformément à l'article 1593 du Code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

Article 17 – Droits de mutation

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

Article 18 – Obligation solidaire des co-acquéreurs

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

Chapitre IV : Dispositions postérieures à la vente

Article 19 – Délivrance et publication du jugement

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au Service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

Article 20 – Entrée en jouissance

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère ;

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du premier jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du premier jour du terme qui suit la vente sur surenchère ;

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

Article 21 – Contributions et charges

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

Article 22 – Titres de propriété

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

Article 23 – Purge des inscriptions

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du code civil.

Article 24 – Paiement provisionnel du créancier de premier rang

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

Article 25 – Distribution du prix de vente

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R.331-1 à R.334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

Article 26 – Election de domicile

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

Chapitre V : Clauses spécifiques

Article 27 – Immeubles en copropriété

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

Article 28 – Immeubles en lotissement

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant

à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

**Ainsi fait et dressé par Me Laurence DE ROCQUIGNY
Avocat poursuivant**

A CLERMONT-FERRAND, le

xxx 2025

ANNEXES PROCEDURALES

- 1. Copie Assignation à comparaître à l'audience d'orientation au débiteur**
- 2. Etat hypothécaire hors formalité et sur formalité de publication du commandement**
- 3. Procès-verbal descriptif**

ANNEXES DOCUMENTAIRES

- 1. Matrice**
- 2. Plan cadastral**
- 3. Diagnostics**